

## QUAND RABAT ESPIONNE ET SOUDOIE DANS LA POLICE NÉERLANDAISE...

# Le royaume orange vire au rouge

**Confondu d'espionnage vulgaire par le renseignement néerlandais, le Maroc rappelle deux de ses diplomates en poste à La Haye. Sera-ce suffisant pour calmer la grosse colère batave ? Pas si sûr, vu que le contentieux entre les deux royaumes est épais, lourd, semé d'embûches.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Jeudi dernier, le Maroc annonce avoir ordonné à deux de ses diplomates de regagner — par le 1<sup>er</sup> vol direct La Haye-Rabat — le pays. Cette décision makhzenienne s'inscrit en droite ligne de l'embrouille née après l'affaire dite «du policier de Rotterdam».

Selon une enquête commandée par le gouvernement néerlandais, il s'est avéré, en effet que Rabat a «espionné» en territoire orange. Pire, selon les fins limiers des Pays-Bas, une filière policière corrompue aurait été démantelée. Un policier est, d'ailleurs, à ce jour sous enquête approfondie.

Les «services» de La Haye cherchent, surtout, à comprendre pourquoi l'ambassade du Maroc s'intéresse tant aux «programmes d'insertion», très performants et situés sur le site — névralgique — du grand port de Rotterdam.

La bourde de Rabat est tellement grave, aux yeux des pouvoirs

publics néerlandais, que le Parlement n'a pas hésité à interpellé, sur la question, le ministre des Affaires étrangères.

M. Verhagen n'a pas du tout, au contraire, à dissimuler la gravité des faits. Ces accusations d'espionnage sont, entame-t-il son intervention, «très sérieuses». Pour ensuite monter d'un ton en affirmant devant les députés qu'il s'agit, là, «d'une très sale affaire».

Dans la bouche d'un diplomate, qui plus est chef de la diplomatie, ces propos sont violents, durs, extrêmement significatifs.

D'où plusieurs questionnements de «gorges profondes» euro-bruxelloises. Pourquoi les Néerlandais ont-ils rendu publiques les conclusions du rapport contre les agissements de l'ambassade du Maroc à La Haye ? Alors même, de l'aveu du ministre des AE, que l'enquête suivait son cours ? Autre élément qui a attiré l'attention : pourquoi avoir choisi la voie du Parlement pour

adresser les messages les plus sévères au Maroc ?

A cela, des réponses, pas tout à fait complètes, néanmoins, d'une crédibilité incontestable. La Haye ne tient plus le Maroc en odeur de sainteté depuis, maintenant, quelques années. Le facteur déclenchant de la «haine orange» a été l'assassinat, à Amsterdam, d'un cinéaste, arrière-petit-fils de Van Gogh. Le renseignement néerlandais soupçonne l'assassin du grand peintre d'avoir des accointances avec le Makhzen. Même s'il n'y a pas encore de preuves tangibles, un faisceau de présomption rend la thèse crédible. Ensuite, il y a eu plusieurs manifestations dans les principales villes des Pays-Bas (Rotterdam, La Haye, Amsterdam, Roda, Eindhoven...) certes, initiées par la nébuleuse islamiste marocaine, mais, selon la police néerlandaise, «télécommandées» par Rabat.

Depuis peu, l'on peut ajouter à la liste des griefs oranges, l'affaire Peter Van Walsum. La Haye, c'est, maintenant de notoriété, n'a pas du tout apprécié le «corps à corps» marocain sur l'ex-envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara Occidental En plus clair :

les Néerlandais soupçonnent, fortement, le Makhzen d'avoir recouru à des méthodes inacceptables pour dévier le pauvre Walsum de sa mission d'arbitrage.

Des sources traditionnellement informées dans la capitale belge-européenne évoquent une enquête (encore une !) intra-muros instruite par les Pays-Bas sur Peter Van Walsum pour comprendre l'extraordinaire légèreté avec laquelle ce dernier a bafoué le droit international. Les Pays-Bas ont été sérieusement vexés qu'une partie prenante du conflit, le Polisario, demande le débarquement d'un diplomate, bien que nommé par l'ONU et non pas son pays, mais, tout de même, symbolisant, quelque part, l'honneur des Pays-Bas. Peter Van Walsum aurait-il reçu à El Mamounia une ou plusieurs enveloppes au fond desquelles l'euro et le dollar constituent la corbeille en devise principale ?

La célérité et la sévérité néerlandaises sur le dossier de l'espionnage rotterdamois ne trompent personne. Quelque chose ne tourne pas rond dans les deux royaumes.

A. M.

## ONU

# Le procureur de la CPI à New York pour défendre l'arrestation d'El-Béchir

**Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Luis Moreno-Ocampo s'est rendu hier à New York pour défendre le mandat d'arrêt requis en juillet contre le président soudanais Omar El-Béchir, a annoncé son bureau.**

Le procureur va rencontrer jusqu'à jeudi des responsables de l'Union africaine et de l'ONU pour «envisager les moyens de renforcer la protection des civils au Darfour» et «assurer l'exécution du mandat judiciaire» contre M. El-Béchir, précise un communiqué. «Les crimes se poursuivent aujourd'hui encore contre les habitants du Darfour. M. El-Béchir exerce un contrôle absolu sur ses forces qui violent des femmes, mettent en place dans les camps des conditions propres à détruire des communautés entières», déclare M. Moreno-Ocampo dans le communiqué. M. Moreno-Ocampo a demandé en juillet aux juges de la CPI d'émettre un mandat d'arrêt contre le président

soudanais, accusé de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis au Darfour, région de l'ouest du Soudan déchirée depuis 2003 par une guerre civile. «Les personnes recherchées par la Cour doivent répondre de leurs actes devant la justice. Entre des criminels et 2,5 millions de victimes, il convient de faire le bon choix», affirme le procureur.

Les 15 membres du Conseil de sécurité peuvent voter une résolution pour différer de 12 mois toute enquête ou poursuites initiées par la CPI et ce délai peut être prolongé par le Conseil selon les mêmes conditions.

L'Union africaine a annoncé qu'elle réclamerait à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU cette semaine un tel report. Paris a pour sa part ouvert la porte vendredi à une éventuelle suspension de la procédure en échange de «gestes» de bonne volonté «en direction de la CPI».

La CPI, chargée en mars 2005 par le Conseil de sécurité d'enquêter au Darfour, a déjà émis deux mandats d'arrêt, contre les Soudanais Ahmed Haroun, actuel ministre soudanais des Affaires humanitaires, et Ali Kosheib, un chef de la milice pro-gouvernementale janjawid. Mais Omar El-Béchir a toujours refusé de les remettre à la CPI. Le procureur a aussi annoncé qu'il avait demandé des informations aux autorités soudanaises sur l'attaque par les forces gouvernementales d'un camp de réfugiés, à Kalma, le 25 août, qui a fait 31 morts au moins, selon lui. «L'accusation achève également sa troisième enquête, qui se concentre sur les crimes commis par les rebelles» dans une attaque contre des soldats de l'Union africaine chargés du maintien de la paix à Haskanita, en septembre 2007, selon le communiqué. Ces deux événements du conflit au Darfour avaient suscité l'indignation de la communauté internationale.

## AFRIQUE DU SUD

# Le chef du parti au pouvoir promet une «transition en douceur»

**Le chef du parti au pouvoir en Afrique du Sud, Jacob Zuma, a promis hier une «transition en douceur» à la suite de la démission du président Thabo Mbeki, renvoyé ce week-end par sa formation, l'ANC.**

«Le camarade Mbeki a dirigé un gouvernement ANC (composé de membres du Congrès national africain)», a déclaré M. Zuma devant la presse à Johannesburg. «Nous prévoyons donc une transition en douceur, puisqu'il ne s'agit pas d'un changement de parti (dirigeant le pays) mais d'un changement à la tête du gouvernement», a ajouté le chef de l'ANC. «Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la stabilité» et le maintien des services publics, a-t-il dit. «La politique économique» de la première puissance du continent va «rester

stable, prospère et inchangée», a promis le rival du président Mbeki. Ce dernier, qui diri-

geait le pays depuis neuf ans après avoir été le vice-président de Nelson Mandela, a remis dimanche sa démission au Parlement, après que l'ANC lui eut retiré sa confiance.

Le processus de nomination de son remplaçant est strictement parlementaire, a souligné M. Zuma. La Constitution prévoit que le Parlement issu d'élections

générales désigne le président de la République et, le cas échéant, son remplaçant, qui doit être membre du Parlement et vient de préférence du gouvernement. Selon le porte-parole du groupe parlementaire de l'ANC, le vice-président de la formation, le modéré Kgalema Mophahle, a été choisi dans la matinée pour prendre la relève de M. Mbeki. M. Motlanthe avait intégré il y a quelques semaines le gouvernement Mbeki, en tant que ministre à la présidence, afin d'assurer la transition prévisible vers le camp Zuma dans la

perspective des élections générales. Répondant aux inquiétudes sur un départ en masse de ministres du gouvernement Mbeki, Jacob Zuma a assuré n'avoir reçu «pour l'instant» aucune démission d'un membre du cabinet. Il a aussi affirmé que M. Mbeki conserverait un rôle de cadre au sein du parti au pouvoir et loué les «impressionnants succès» de ce dernier, qui a «créé les conditions d'une croissance soutenue» jamais vue dans l'ancienne Afrique du Sud ségrégationniste.

La décision de démettre le président est «l'une des plus difficiles que l'ANC ait dû prendre dans son histoire», a déclaré M. Zuma. «Elle n'a pas été prise à la légère, mais elle a dû être prise dans l'intérêt du pays afin d'avancer» hors de la crise née de la division du parti, selon lui. Dans la perspective des élections «l'année prochaine», «le pays a besoin d'un parti fort et unifié», a-t-il dit.

## FRANCE

# Un compte-rendu américain trouble le vote sur l'Afghanistan

La France a admis, hier, l'existence d'un compte-rendu d'un officier de l'Otan concluant à l'impréparation de ses forces en Afghanistan après une embuscade meurtrière le 18 août, quelques heures avant un vote du Parlement sur la prolongation du mandat de ces troupes.

Il y a bien eu un «compte-rendu d'un officier du JOC (Joint Operation Center, ndr), le centre opérationnel» des forces de l'Otan après l'embuscade qui avait coûté la vie à 10 soldats, a admis le ministre de la Défense Hervé Morin. L'Otan et la France avaient démenti dimanche l'existence d'un «rapport» selon lequel, selon le journal canadien *Globe and Mail*, les soldats français n'avaient pas suffisamment de munitions ni de moyens de communication et avaient dû abandonner le combat après 90 minutes d'engagement. Alors que le retour en France des 10 cercueils a suscité un vif émoi dans le pays et des interrogations dans la presse sur les circonstances de ces pertes, M. Morin a voulu limiter la portée de ces conclusions. Il a évoqué un «compte-rendu parcellaire effectué à chaud», ne constituant pas une «analyse contradictoire» des événements et comprenant des éléments «archi-faux». Le chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Georgelin, tout en niant à son tour que les soldats français aient manqué de munitions, a précisé que le document était «un compte-rendu» rédigé par le «chef de détachement» des forces spéciales américaines engagées le 18 août dans les combats. C'est un «compte-rendu normal dans la vie militaire...», ce qui n'a rien d'extraordinaire», a-t-il dit. La presse française soulignait hier que la révélation de ces conclusions américaines n'aiderait pas à convaincre «une opinion publique naturellement réticente». Mais elles ne devraient pas avoir d'influence sur le résultat du vote des parlementaires, qui devaient entériner hier après-midi le maintien des troupes françaises en Afghanistan.

Mettant en garde contre la «bataille de la communication» des talibans, le ministre de la Défense a appelé à «l'union nationale» sur cette question. Il a souligné que la France participait en Afghanistan au combat pour sa «propre sécurité» face au terrorisme.

Le Parlement français, dominé par le parti de droite UMP au pouvoir, devait entendre le Premier ministre François Fillon sur les moyens supplémentaires mis à la disposition des troupes françaises (drones, hélicoptères, spécialistes du renseignement...) pour tirer les leçons de l'embuscade du 18 août.

Plusieurs voix au sein de la majorité s'interrogent toutefois, tout comme à gauche, sur la stratégie française et celle de l'Otan, évoquant un risque d'«enlèvement». L'opposition socialiste a annoncé qu'elle voterait contre le maintien des forces militaires françaises en Afghanistan et demanderait des «clarifications» sur la stratégie de la France dans ce pays. Le vote est prévu vers 16h GMT à l'Assemblée nationale, puis dans la soirée au Sénat. Le président Nicolas Sarkozy a demandé «un débat constructif» dans une lettre aux responsables des partis de gauche, publiée hier. La France, qui participe à la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan et à l'opération américaine Enduring Freedom, a déployé 2 600 hommes en Afghanistan même, et quelque 700 autres dans les pays voisins et dans l'océan Indien.

Depuis octobre 2001 et le début de l'intervention française aux côtés de la coalition internationale en Afghanistan, 24 militaires français ont été tués dans ce pays.